

Burundi : L'opposition lance un cri d'alarme sur la situation politique et sécuritaire

@rib News, 26/03/2010
 DECLARATION DES PARTIS POLITIQUES DE L'OPPOSITION AU SUJET DES MENACES LOURDES PESANT SUR LA SITUATION POLITIQUE ET SECURITAIRE ACTUELLE AU BURUNDI
 Les partis politiques soussignés portent l'attention de la communauté nationale et internationale sur ce qui suit :
 Les faits :
 1. Depuis le début de l'année les partis signataires observent une recrudescence des scènes de violence ponctuées par des assassinats, les tentatives d'assassinat de leaders de l'opposition des faits et gestes d'intolérance posés par les membres du Parti CNDD-FDD comme en témoignent le cas d'assassinat des représentants de l'UPD à NYANZA-LAC et à GIHANGA, la tentative d'assassinat du député Charles NIYUNGEKO membre du CNDD, le départ des excrémements humains devant la permanence du MSD à GISHUBI pour ne citer que cela.
 2. De source bien informée, ceci serait le début de l'exécution d'un plan ourdi par le parti au pouvoir. Ce plan macabre aurait pour objectifs :

a. La déstabilisation des militants de l'opposition par des arrestations et des emprisonnements.
 b. L'arrestation et l'assassinat des leaders actifs sur terrain des partis de l'opposition, surtout les cadres intermédiaires entre la base et la direction des partis.
 c. La mutation de tous les chefs de poste de la police qui refuseraient d'appliquer ce plan.
 d. L'organisation de fraudes massives aux élections en amont comme en aval.
 3. Au niveau politique, de nombreuses anomalies sont observées qui confirment que le parti au pouvoir, en perte de vitesse dans l'opinion nationale, entend tout faire pour frauder massivement les prochaines élections ou à défaut les rendre impossibles. En attestent les constats suivants :
 a. Le blanchage, l'embauche abusif des agents publics à des fins politiques par les hautes autorités du pays. Nous en voulons pour preuve le cas des administrateurs des communes Mabanda, Nyanza-Lac et Vugizo ; ceci en violation des articles 188 et 192 du code électoral qui dispose qu'un conseiller communal qui démissionne de son parti est exclu de celui-ci perd automatiquement son mandat.
 b. La multiplication des missions onéreuses à l'étranger pour que les bénéficiaires puissent retourner au parti au pouvoir les reliquats des frais de missions libéralement gonflés. L'attachement du budget de l'Etat pour laisser l'éventuel successeur des caisses vides et des problèmes insurmontables.
 c. Les milices du parti au pouvoir IMBONERAKURE n'ont toujours pas été démantelées et continuent de semer le trouble et la terreur.
 d. La hausse vertigineuse des cautions aux différentes élections pour décourager les moins nantis.
 e. L'usage abusif des moyens de l'Etat pour mener une campagne préélectorale et permanente, qui court pratiquement depuis 2005 : achat des consciences notamment par la distribution massive de dons d'engrais, de couvertures, de pagnes et d'argent ; le versement mensuel de grosses sommes d'argent à certains cadres du commandement des forces de défense et de sécurité.
 f. L'usurpation des journées des samedis au profit de la campagne préélectorale par le seul parti au pouvoir.
 g. Le retard mis pour traiter la question de financement des partis politiques par l'Etat des élections et, en cas d'assistance extérieure, faire une répartition inéquitable ainsi que la tendance à politiser l'aide sociale en cas de calamité ou de désastre.
 B. La position des Partis d'opposition signataires :
 Au regard de tout ce qui précède, les partis d'opposition signataires :
 1. Condamnent avec la dernière énergie les assassinats sélectifs et la tentative d'assassinat de l'honorable Charles NIYUNGEKO et mettent en garde le gouvernement contre les graves conséquences qui vont résulter de toute récidive contre les leaders ou des membres militants des formations politiques de l'opposition.
 2. Exigent qu'une enquête impartiale soit diligentée et que les coupables soient mis aux arrêts et jugés.
 3. Exigent l'accès équitable des partis politiques aux médias publics dont le parti au pouvoir est rentré de facto en campagne électorale préélectorale.
 4. Exigent la neutralité politique des forces de défense et de sécurité, singulièrement pendant les élections, la dissolution de toute milice et l'interdiction de toute manifestation paramilitaire des mouvements des partis.
 5. Exigent la liberté immédiate de circulation pour les samedis.
 6. Réclament le gel, à compter du 1er avril 2010, des missions non essentielles et ne figurant pas sur l'agenda international du Burundi.
 7. Mettent en garde le gouvernement contre l'épuisement préélectoral et le dépassement du budget de l'Etat.
 8. Exigent la suspension de toute embauche politique non programmée et budgétisée préalablement.
 9. Exigent que la CENI respecte strictement la loi électorale et prenne des sanctions exemplaires contre ses agents qui violent les droits des citoyens reconnus par la loi.
 10. Recommandent à la CENI de prévoir dans son budget une rubrique pour le financement des partis mais aussi pour payer équitablement tous les mandataires.
 11. Recommandent à la Communauté internationale, à l'Union Africaine, à l'Union Européenne et aux Etats-Unis, de prendre les mesures préventives nécessaires, en exerçant des pressions sur le pouvoir en place et en envoyant des observateurs aux élections dans les meilleurs délais.
 12. Recommandent vivement la possibilité pour la communauté internationale ou un groupe d'institutions ou de pays amis du Burundi de contribuer au cautionnement électoral à travers un compte géré par la CENI qui le répartirait équitablement entre protagonistes en lice.